

Initiatives ministérielles

souhaite. Je dis simplement que la réalité à laquelle nous ferons face, c'est un Québec qui est français, et le reste du Canada qui est anglais. Il n'y aurait aucun effort comme on le voit en l'occurrence pour faire traduire les lois. Ce n'est pas une menace. Ce n'est que l'expression de la réalité.

• (1050)

Je lui ferai remarquer. . .

[*Français*]

Je dis à mon ami qu'il y a peut-être une autre vision. C'était la vision de Laurier, la vision d'Henri Bourassa, de Pierre Trudeau. Il était un membre du gouvernement de M. Trudeau. C'était la vision d'un Canada bilingue.

[*Traduction*]

Je vais le répéter. Mais pas tant un Canada bilingue, qu'un Canada où l'on respecte partout les droits des francophones et des anglophones. Voilà la vision dont s'inspire la mesure à l'étude, et c'est pourquoi nous, du Nouveau Parti démocratique, l'appuyons. Cela veut dire étendre les droits des francophones même dans un territoire où ils ne représentent que 3 p. 100 de la population et où la majorité est formée d'autochtones.

Nous voyons le Canada comme une société où nous respectons les droits linguistiques. Nous respectons les droits des deux peuples fondateurs, à cause de la façon dont notre pays a été créé. J'aime le voir, ce pays, comme un gâteau, le premier étage étant formé par les autochtones, les étages suivants par les Français et les Anglais et le tout couronné par la nouvelle réalité multiculturelle d'aujourd'hui. Je suis persuadé qu'il a une vision différente d'un genre de pays différent. Mais je pense qu'il vaut encore la peine de lutter pour cette vision comme nous le faisons depuis presque un siècle et demi. J'espère que les traducteurs redoubleront d'effort et que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pourra fournir ces services en français.

[*Français*]

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Madame la Présidente, en écoutant les propos de mes collègues sur le projet de loi C-92, je ne peux faire autrement que de partager avec vous certaines réflexions. On assiste encore aujourd'hui à ce que j'appellerais des discours du Canada légal. On entend des discours sur les principes du bilinguisme, de générosité, et, madame la Présidente, moi-même, pendant plusieurs années, j'ai cru à cette fiction juridique. Pendant plusieurs années, j'ai cru que ce Canada légal pouvait devenir un Canada réel. Mais, force est

de constater qu'avec les années, qu'avec des milliers et des milliers de kilomètres à travers le pays, nous nous berçons d'illusions quand nous prétendons que le Canada est bilingue. Dans le Canada vécu, dans le Canada quotidien, le bilinguisme n'est une qualité que d'une certaine élite, particulièrement dans la région de la Capitale nationale.

Madame la Présidente, je sais que vous avez eu l'occasion de visiter le pays. Et quand j'entendais, par exemple, les discours du premier ministre Clyde Wells sur le Canada bilingue, j'ai eu l'occasion de visiter le Terre-Neuve bilingue. Et la réalité, c'est que le bilinguisme est complètement inexistant dans cette partie du Canada.

Dans l'ensemble du Canada, pour l'avoir visité à maintes et maintes reprises, madame la Présidente, je vous dirais que le service bilingue que j'ai pu rencontrer, c'est à l'aéroport, quand on arrive pas trop tard, que la préposée bilingue n'a pas quitté. Mais dans le vécu quotidien, le bilinguisme n'existe pas.

Et quand j'entends mon collègue d'Ottawa—Vanier dire au Canada anglais que le fait de donner le droit d'imprimer les lois d'une manière bilingue dans les Territoires du Nord-Ouest est un gage d'unité, je dis au Canada anglais: Cette illusion d'optique n'est pas un gage d'unité nationale, parce que ce n'est pas de traduire les lois aux Territoires du Nord-Ouest qui va permettre au Québec de se développer au niveau économique, au niveau social, au niveau culturel.

Bien sûr, nous avons toujours cru que c'était un droit en soi, qu'il était normal que dans un pays que l'on disait bilingue, que les gouvernements donnent des services bilingues.

Mais tenter de faire croire au Canada anglais que c'est un gage d'unité nationale, lorsqu'on parle de garder ce pays entier, ce pays uni, c'est une fraude monumentale! Le bilinguisme est là pour le respect des droits des individus et non pour dire aux Québécois: Voyez comme c'est beau et fin et comme on est généreux et qu'on vous fait des faveurs! La réalité, madame la Présidente, dans le quotidien, c'est une illusion d'optique.

Cela me fait souvent de la peine. Je faisais, cette semaine, à Winnipeg, un discours devant la Fédération des municipalités du Manitoba et un pauvre monsieur se présente au micro et dit, par rapport au bilinguisme, au sujet de cette loi: «Mon petit-fils est en train d'apprendre le français; *why are you giving up?*» Je lui ai répondu: «Pauvre monsieur, j'espère que votre petit-fils apprend le français pour lui-même, pour sa propre culture. J'es-